

## LES PAYS ARABES ET MUSULMANS INTERPELLES

**Pouvoir autoritaire, pouvoir démocratique et développement**

Par LE PRINCE MOULAY HICHAM



**La rivalité des deux superpuissances, au cours de la période de la guerre froide, fut marquée par une tension continue qui faisait planer sur le monde le spectre d'un conflit nucléaire généralisé. De cette tension est né un système qui allait déterminer toute la politique internationale. Mutations et blocages dans le monde en étaient constamment tributaires. Nombre d'observateurs ont nourri l'espoir de voir s'installer, à la fin de cette période conflictuelle, une nouvelle ère qui permet aux Etats du monde de réaliser, grâce à l'adoption de méthodes novatrices et créatrices en matière de développement politique et social, l'ordre et la prospérité dans un contexte marqué par la paix et la coopération.**

**H**élas ! L'histoire n'a pas pris la direction des vœux. La vérité, c'est que nous assistons, depuis, à des transformations et à des mutations politiques qui s'opèrent à travers un processus désordonné et déstabilisateur. Les plus optimistes qualifient ce processus de mutation démocratique qui serait le fruit d'un nouveau consensus autour du couple démocratie-économie du marché. Seulement, ces vocables escamotent souvent des conflits latents ou patents que le processus exacerbe au lieu d'en atténuer les manifestations. De même que cette phase de l'après-guerre froide, au lieu d'assurer, au lendemain de la disparition du régime politique au pouvoir, stabilité et paix totales, elle se révèle n'avoir été que le prélude à une période de désordre généralisé dans bien des contrées du monde, alimentant ainsi davantage les inquiétudes quant à l'avenir politique et économique.

## Le désarroi des pays arabes et islamiques

Beaucoup plus que d'autres, les pays arabes et islamiques plongent dans le désarroi complet depuis que les bouleversements politiques et économiques secouent le monde à la suite de la fin de la guerre froide. Pour des considérations à la fois de principe et d'intérêt et à la faveur de la guerre froide, des pays arabes savaient monnayer leurs prises de position, en faveur de l'une ou de l'autre superpuissance en bénéficiant d'un soutien appuyé sur les plans politique et économique. Les pays arabes se livraient concurremment, dans ce domaine, une rivalité qui demeurerait équilibrée. A cet égard, il convient de se rappeler que les pays du front de refus, non seulement pouvaient utiliser au mieux la cause palestinienne, mais tiraient ainsi profit des politiques concurrentielles des deux nations rivales. L'éclatement de l'Union soviétique allait tout normalement desservir les intérêts de certains pays arabes qui lui furent « *inféodés* » et qui se sont privés du soutien de la puissance déchue. Le naufrage de cette entité signifiait également moins de motivations chez la puissance victorieuse et chez l'Occident en général pour continuer à dispenser récompenses et primes en faveur des régimes arabes qui se présentaient comme les « *forteresses inexpugnables* » face au communisme. Décidément, plus personne ne fait de cadeaux dans le monde actuel. De la sorte, il s'est plutôt substitué à la notion géopolitique appelée tiers-monde (notion qui permettait de tracer les contours des pays en voie de développement devant choisir entre différentes stratégies alternatives du développement national en fonction de quoi ces pays étaient récompensés ou sanctionnés par l'une ou l'autre puissance dont chacune agissait à l'aune de ses critères propres) une notion plus vaste baptisée « *marchés émergents* » que le capitalisme international prend le soin de récompenser ou de sanctionner à partir des politiques de l'investissement ouvert et des cadences rapides et efficaces des rendements. La plupart des pays arabes anciennement aliénés à la politique de l'une ou l'autre puissance ne sont pas suffisamment préparés à l'heure actuelle pour s'appliquer les règles de ce nouveau jeu mondial.

L'Amérique, devenue unique et seule puissance de la planète, ne risque pas de confronter une rivalité militaire internationale, mais cette suprématie ne lui confère pas une domination supérieure à celle dont elle disposait avant. L'Amérique ne saurait à elle seule maîtriser les tensions politiques, économiques, ethniques, religieuses, culturelles dont les foyers se multiplient un peu partout dans les différents points du globe. Une opération comme celle du « *Renard du désert* » est une démonstration de force qui étale puissance de feu et matériel sophistiqué. Elle paraît impressionnante à l'écran des TV. Elle est capable de causer à un pays en voie de développement d'énormes dégâts au niveau des infrastructures, du reste non impossibles à récupérer. Mais dès qu'elle prend fin, émergent à la surface de l'actualité des problèmes similaires sinon plus complexes devant lesquels la même puissance n'y peut rien : c'est le cas des récents événements en Inde et au Pakistan et qui sont éminemment plus menaçants en ce qu'ils laissent planer le risque d'une confrontation nucléaire, certes circonscrite régionalement, mais dont l'impact dévastateur, impossible à maîtriser, affectera le monde entier.

## Le poids du mouvement du capital dans le rééquilibrage politique

Si certains se réjouissent de la disparition de l'aire d'influence de l'Union soviétique avec ses alliances, ses accords, ses réserves de soutien matériel et idéologique et ses capacités à la fois d'allumer ou de maîtriser des conflits, ils ne peuvent s'empêcher de déplorer l'absence d'une autre force d'influence, américaine soit-elle ou multinationale, en mesure de se substituer à l'influence soviétique comme puissance disciplinaire. Ce rôle est pour le moment partiellement et exclusivement assumé par les institutions économiques internationales tels le FMI et la Banque mondiale. Partiellement, parce que le pouvoir disciplinaire de ces institutions est fort restreint et reste hypothéqué par les incidents imprévisibles en politique locale et régionale qui produit de manière inattendue comme viennent de l'illustrer les événements de l'Indonésie qui ont pris le monde entier par surprise. La liberté du mouvement du capital prend de l'ampleur et applique partout dans le monde le dernier-né du système des récompenses et des sanctions. Mais à vrai dire, les institutions multinationales n'ont aucune prise sur le mouvement rapide du capital. Elles ne font que le suivre au lieu de la conduire. La mondialisation serait alors cette redoutable et nouvelle machine universelle dotée d'une impressionnante puissance financière sous forme de capitaux qui se déplacent librement à l'abri des pressions et des handicaps traditionnellement érigés par les Etats. Cette machine permet un mouvement rapide du capital et des investissements colossaux à n'importe quel point de la planète en temps réel. Comparativement, les marchés de l'emploi, les conditions sociales et les situations politiques ne se prévalent pas de la même souplesse. Leurs changements interviennent subitement en agissant sur le mouvement du capital avec tout le risque que cette bougeotte surprise comporte.

Les effets ravageurs de ce mouvement de transfert sur un Etat comme l'Indonésie – c'est-à-dire la capacité du mouvement de transfert à créer une « crise asiatique » dont les échos continuent d'alimenter partout les craintes – illustrent la nouvelle méthode des sanctions. Celles-ci ne punissent plus les adversaires politiques ou les rivaux nationalistes, mais sont désormais appliquées à ce qui est considéré comme marchés non porteurs et inefficaces. L'initiative de ces expéditions punitives revient au capital. Ce dernier n'ayant pas une personnalité identifiable et étant dépourvu de base logique ou de responsabilité postérieure, ses effets « disciplinaires » s'avèrent en fin d'analyse, plus anarchiques que stabilisateurs.

## La psychose du séisme économique asiatique

Mais où résident « l'impuissance » et « l'inefficacité » du marché sanctionné par le mouvement du capital ? Et comment un Etat, une région ou n'importe quel « marché » pourrait-il parvenir à la maîtrise de ces « déficiences » ? Et quel rapport existe-t-il entre cette « impuissance » des marchés et les conditions politiques et sociales qui donnent naissance à de nouveaux périls dès que leurs fondements sont remis en question ? Enfin, peut-on prétendre opérer des correctifs efficaces tout en étant à l'abri des secousses futures des marchés en même temps que des incidents politiques actuels ? La réponse à ce genre de questions est à la fois complexe et peu rassurante : c'est bien tout ce que nous en savons aujourd'hui.

## Nouvelle machine culturelle internationale

Il existe une autre puissance que nous pouvons qualifier d'unipolaire. Elle est souvent objet à controverse. Il s'agit de ce qu'on peut appeler la nouvelle machine culturelle internationale. Cette puissance est dominée par des institutions américaines comme « *Disney* » et « *Time Warner* ». La place dominante de cette machine est renforcée par le progrès foudroyant des techniques satellitaires, de l'informatique et des télécommunications. Cette puissance est encouragée dans sa prééminence par la profusion d'accords qui libèrent dans le cadre de l'OMC les exportations dont elle fait son cheval de Troie. Cette machine diffuse des flots d'images attractifs dans les quatre coins du globe. L'influence directe de ces opérations ne réside pas en une politique globale déterminée, mais vise la suggestion d'un certain plaisir. Ici, le message véhiculé ne stipule pas « *faites ce qu'on vous dit* », mais plutôt « *désirez ce que nous désirons (vous vendre)* ». Cependant, malgré la puissance et la force séductrice de cette machine, elle bute contre des formes complexes de résistance et d'hostilité haineuse. Celles-ci proviennent parfois du cœur du monde occidental lui-même.

### Méditer les exemples de la Russie, de la Tchéquie et de la Malaise

La résistance française à l'hégémonie américaine en fait partie, tandis que le mouvement afghan des Taliban représente les aspects extrêmes de ce rejet. Ce dernier exemple résume bien comment cette puissance est devenue le point de fixation de toutes les divisions, nouvelles et anciennes, qui secouent le monde, c'est-à-dire de toutes ces relations conflictuelles entre « *fondamentalisme islamique* » (forme politisée du fondamentalisme religieux contemporain) et la modernité occidentale. Ou, comme l'appelle le chercheur Benjamin Barber, « *le jihad face à Mc World* ».

Cette division recèle un effet dangereux sur le monde arabo-musulman. Et il doit s'empresse à y mettre un terme. Les pays arabo-islamiques sont tenus de prendre conscience, sans tarder, des mutations politiques, économiques et culturelles du monde dans lequel nous vivons. Ils doivent surtout se garder du faux sentiment de « *l'exceptionnalité* », c'est-à-dire croire excessivement en des spécificités culturelles qui les préserveraient des périls et les dispenseraient de relever les défis du monde moderne en cette phase transitoire. Nous ne vivons pas isolés par rapport aux autres peuples.

Retenons la leçon du naufrage de l'Union soviétique. Cet ensemble d'Etats non seulement prêtait main forte aux pays arabes, mais présentait de par son caractère et ses structures des similitudes étroites avec les pays islamiques. Incontestablement, les sociétés arabes sont concernées par tous ces défis qui s'érigent face aux stratégies de développement basées sur l'intervention étatique et la planification gouvernementale. Comme elles sont concernées par la question du pouvoir autoritaire face au pouvoir démocratique ainsi que le rapport entre ces deux formes du pouvoir et le développement économique. Les pays arabes se doivent,

pour être en phase avec le monde dans cette étape transitoire, de méditer et d'étudier les exemples de la Russie, de la Tchéquie et de la Malaisie.

Aussi les opérations de redéfinition dans leurs aspects politiques, économiques et culturels commencent à émerger lentement dans le monde de l'après-guerre froide. Même si cela se produit avec des manières imprévisibles, voire non maîtrisables à ce qu'il paraît.

**Traduit de l'arabe par A. E.**